

Ce document vise à synthétiser les retours des concertations régionales de 21 régions reçus au 28 mars 2013 (hors DOM et Corse non reçus à cette date, sauf Martinique). L'objectif est de lister les items ressortant le plus fréquemment (le nombre de régions ayant cité l'item figure en 2ème colonne). Elle est réalisée sur la base des propositions brutes des concertations régionales et ne préjuge ni de la pertinence, ni de la faisabilité des actions proposées .

AXE 1 : Développement de la production

AIDES AUX PRODUCTEURS

Aides à la conversion / aides au maintien

Un dispositif articulé avec un cadre défini nationalement et des compléments régionaux (sur des zones ou des filières prioritaires par exemple)	13
Une progressivité des MAE, le Bio étant le niveau d'aides le plus élevé (éviter l'effet mille-feuilles)	13
Cumul ou articulation des MAE et aides Bio	6
Un schéma d'aides plus stable et/ou plus lisible	14
Aides à la conversion	
➤ plus incitatives	8
➤ engagement sur 5 ans	3
➤ engagement sur 10 ans	3
➤ aides plus importantes en début de conversion (2 à 3 ans)	8
➤ augmenter les aides sur les premiers ha ou fixer les aides en fonction de la surface	5
➤ dossier de conversion avec un volet économique et commercial renforcé	7
Aides au maintien	
➤ à rendre plus incitatives (notamment /PHAE), à revaloriser	7
➤ à limiter dans le temps, à moduler en fonction de la conjoncture	3
➤ augmenter les aides sur les premiers ha	3
Zones à enjeux eau	
➤ pas de ciblage des aides aux producteurs	1
➤ renforcer les aides	13
➤ actions de sensibilisation et d'accompagnement pour le développement de l'AB (développement de sites pilote)	4
Ciblage des aides pour d'autres zones (enjeux de structuration de filières, péri-urbain, parcs régionaux,...)	7
Augmenter/cibler les aides sur certaines filières	12
Rebasculer les aides dans le 2ème pilier	6
Introduire un critère fonction du nombre d'UTA	12

Autres dispositif d'aides

Aide à la certification (avec éventuellement des évolutions)	12
Crédit d'impôt (avec éventuellement des évolutions)	16
Exonération de la taxe sur le foncier non bâti (proposition de modification du dispositif)	9
Aides aux investissements (majoration des taux d'aide PVE, PMBE, mécanisation, FAM...)	6
Taux d'emprunt préférentiel	3
Guichet unique des aides	3

INSTALLATION / TRANSMISSION / GESTION DU FONCIER

Priorité au maintien des terres bio en bio <ul style="list-style-type: none"> ➤ contrôle des structures ➤ SAFER (gouvernance, objectifs généraux) ➤ taxation 	20
Mettre en place des outils de repérage prospectif dédié au bio : RDI, point installation bio, observatoire offre/demande (identifier les parcelles AB)	11
Accompagnement des installations <ul style="list-style-type: none"> ➤ priorité Bio dans le PIDIL ➤ accompagnement technique et humain renforcé (aide au projet) ➤ parrainage / tutorat pour installation ou conversion ➤ pépinières d'entreprises/ couveuses 	3 9 8 9
Majoration des aides à l'installation (DJA, prêt bonifié, compléments régionaux,...)	10
Renforcer les moyens de l'association « Terre de lien »	5
Actions spécifiques dans les zones péri-urbaines création de ceintures vertes / de zones protégées à vocation alimentaire	5
Développement des baux environnementaux (lever les freins actuels)	6
Relever âge JA	3

OUTILS D'ACCOMPAGNEMENT et DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION BIO

Pôle de conversion bio (voir aussi axe structuration) : à créer ou à renforcer selon les régions. Ce pôle, lieu de concertation, doit notamment permettre la coordination des financeurs et des acteurs	16
Crédit d'animation régionale (voir aussi axe structuration) <ul style="list-style-type: none"> ➤ à maintenir ➤ à renforcer ➤ avec une partie « fonctionnement » (pas que AAP) ➤ avec une programmation pluri-annuelle 	11
Renforcer le rôle du Conseil (formation des conseillers bio et conventionnel, créer des réseaux de conseil multi-structures, chèque conseil bio,...)	19

PROMOTION DU MODE DE PRODUCTION BIO AUPRES DES PRODUCTEURS

Références technico-économiques dans l'objectif de démontrer la rentabilité AB et/ou de faire ressortir les clés de la réussite <ul style="list-style-type: none"> ➤ à établir / à développer ➤ à mieux diffuser / utiliser 	14
Communication <ul style="list-style-type: none"> ➤ développer des actions de communication (mois de la conversion, salon bio...) ➤ démonstration via des fermes pilotes des mises en réseau de fermes 	11 9
Échanges Bio-conventionnel en mutualisant certaines formations, réunions,...	12

AXE 2 : Structuration des filières

STRATEGIE GLOBALE

Création de structures d'accueil type pôle de conversion élargi à l'ensemble des opérateurs économiques (à lier avec autres axes) <ul style="list-style-type: none"> ➤ partenariat amont-aval ➤ coordination des financements ➤ réflexion, concertation, planification ➤ appui pour le montage de projets 	8
Identification de filières prioritaires notamment grandes cultures (alimentation animale) <ul style="list-style-type: none"> ➤ grandes cultures ➤ autres (maraichage et légumes de plein champs, élevage et lait) 	7 7
Stratégie spécifique filières courtes <ul style="list-style-type: none"> ➤ Restauration collective comme moteur de la structuration : OEPB, plate-forme RHD ➤ Regroupement de l'offre, outils collectifs de commercialisation virtuelle ou réelle, bio et non-bio 	8 7 12
Stratégie spécifique filières longues <ul style="list-style-type: none"> ➤ Impliquer davantage la distribution (Conventions innovantes, identification origine, commercialisation fruits et légumes en vrac) 	6 12
Développement d'outils logistiques et de transformation au niveau régional (légumeries, stockage céréales, abattoirs de proximité, ateliers de découpe,...)	10
Favoriser et aider à organiser la complémentarité entre fermes (notamment éleveurs-polyculteurs)	3

OUTILS

Crédits d'animation régionaux <ul style="list-style-type: none"> ➤ à maintenir ➤ à renforcer 	8
--	---

Fonds avenir Bio (à maintenir ou augmenter, améliorer l'information, la coordination des co-financiers et l'évaluation)	8
Développement de la contractualisation <ul style="list-style-type: none"> ➤ contractualisation avec des objectifs d'innovations sociales et environnementales ➤ pouvant porter sur des surfaces ou des assolements en Bio 	16
Aide à la certification des petits opérateurs (artisans, transformateurs, distributeurs)	4

CONNAISSANCE DES MARCHES

Développement/optimisation des observatoires nationaux ou régionaux (production, transformation, consommation) en termes de données, d'échanges et de diffusion	16
Utiliser les données autres que celles de l'Agence Bio	4
Disposer d'informations sur les prix et marges des produits Bio	6

AXE 3 : Développement de la consommation

STRATÉGIE GLOBALE

Actions de communication <ul style="list-style-type: none"> ➤ communication sur l'origine ➤ promo du bio régional/local (création de marque régionale) ➤ action nationale de communication - renforcement de la communication par l'Agence Bio en concertation avec les régions ➤ favoriser le bio dans la politique d'alimentation du MAAF (campagne type « 5 fruits et légumes ») ➤ communication sur le prix ➤ communication sur les externalités positives du bio (sociales, environnementales, santé) ➤ évènementiel à renforcer (Printemps Bio, MOQ, automne de la Bio) ➤ Communication sur la garantie des systèmes de contrôles (Qualité, sécurité) 	9 8 9 3 5 6 4 3
Autre <ul style="list-style-type: none"> ➤ fiscalité des produits Bio (diminution ou suppression de TVA, tous secteurs ou ciblée) ➤ Améliorer l'accessibilité des produits bio en termes de prix (aides aux producteurs ou aux consommateurs (chèque bio, biocabas)) 	4 5

RHD

Objectif de 20% de bio dans la restauration collective	8
Cible large au delà de la restauration scolaire (CROUS, hôpitaux, maisons de retraite, restauration commerciale)	10
Formation et/ou accompagnement des acteurs RHD des trois fonctions publiques, gestionnaires de cantines, convives, élus, cuisiniers	14

Freins	
➤ réglementation restauration commerciale	2
➤ Logistique des cuisines	1
➤ Code des marchés publics (développer appui ou accompagnement et/ou à modifier pour intégrer la notion de proximité)	3

ACHAT DES MENAGES (actions autres que com)

Développement de la consommation sociale (épiceries solidaires, biocabas, paniers solidaires, plate-formes solidaires)	6
Nouveaux modes de commercialisation (internet, fermes relais, AMAP)	3

INFORMATION / SENSIBILISATION

Sensibiliser les jeunes publics, parents d'élèves et enseignants (intégrer l'AB dans les programmes, jardinage, visite de fermes, classe du goût,...)	17
Différence entre Bio et local	7

AXE 4 : Recherche - Développement

RECHERCHE / R&D

Transferts des connaissances vers AB et entre bio et conventionnel (pour renforcer interactions, mobiliser tous les acteurs, via fermes bio, via site web, via CA en synergie avec GAB, via groupe d'échanges, via journées thématiques régionales...)	16
Renforcer les collaborations entre organismes de recherche - Coordonner les centres d'expérimentation (pôle AB, renforcer le rôle de l'ITAB - renforcer outil « qui fait quoi » de l'ITAB, savoir qui fait quoi)	11
Augmenter les moyens dédiés à la recherche AB (réserver une part du CASDAR à la bio, donner de la visibilité à moyen et long terme en définissant collectivement les priorités et en augmentant les moyens)	10
Thèmes prioritaires	
➤ à définir collectivement dans un cadre où peut se décider le consensus	1
➤ impact de l'AB sur environnement (comme ENGREF a fait sur forêt)	4
➤ viticulture	4
➤ F&L	3
➤ Grandes cultures (notamment légumineuses)	5
➤ sélection variétale	5
➤ défense des cultures, travail au sol, lutte adventices, itinéraires techniques, cultures dérobées, gestion de l'azote	9
➤ méthode alternative santé animale	1
➤ développement des références éco y compris coûts production	3

Programme Ambition Bio 2017 – Synthèse des concertations régionales – 28 mars 2013

➤ durabilité des élevages bio – élevage	2
➤ développer l'approche systémique dans les recherches	6
➤ amélioration du matériel agricole	1
➤ méthodes alternatives quand impasses techniques	2
➤ transformation des produits	1
Associer les producteurs à la gouvernance des actions recherche (réseaux bio, développer la recherche participative, site pilote à développer)	8
Associer tous les acteurs de la filière y compris financeurs– créer des lieux de rencontre – lieu permanent de rencontre	5
Développer partenariat avec industriels (semenciers, constructeurs matériel, relations entre entreprises	3
Recherche indépendante sur bio et santé	1
Renforcer liens entre recherche fondamentale et recherche appliquée	1
Favoriser les thèses abordant les thèmes bio	1
Renforcer l'existant : CSAB, RMTAB (peu connu au niveau régional	2
Développer l'expérimentation sur base stabilisée	2
Développer contact recherche et formation	1
Crédit d'impôt recherche et développement	1
Incitation financière pour les entreprises qui font de la R&D ; faire connaître les dispositifs d'aides	2
Faire un État des lieux /diagnostic des expérimentations	1
Établir partenariat avec Synabio	1
Diffuser mieux connaître les résultats de recherche	3

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE – APPUI TECHNIQUE

Mutualisation et coordination des actions conduites par les réseaux Bio (pôles de conversion, plate-formes, instances régionales, journée techniques,...)	11
Développer les réseaux de fermes de démonstration et réseaux d'expérimentation (notamment avec implication des lycées agricoles)	11
Plate-formes régionales de diffusion de la recherche (type AgroTransfert)	9
Développer les actions communes AB et conventionnel (journées techniques, expérimentations, implication CIVAM, mixité des groupes,...)	10
Développer les références technico-économiques et leur diffusion dans l'objectif d'augmenter la performance globale des exploitations AB	7
Autre	
➤ financement des réseaux de développement Bio (problèmes d'accès et transparence des CASDAR)	3

AXE 5 : Formation des acteurs agricoles et agroalimentaires

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Compléter les référentiels de formation (agronomie, approche systémique, économie, commerce, politique tarifaire, transformation,...)	13
Formation des enseignants, à intégrer dans le programme régional de formation (formation à distance, sites internet dédiés, visites, argumentaire pour lever le frein culturel)	9
Désignation d'enseignants référents Bio	4
Développer le Bio dans les lycées (fermes, ateliers de transformation)	7
Renforcer le lien entre enseignement agricole et réseau bio (Stages, intervention de professionnels dans les formations (agriculteurs, conseillers, chercheurs), visites, conférences)	13
Gouvernance des établissements (représentants AB dans CNEA et CREA, AB dans les projets d'établissements)	4

AUTRES METIERS

Métiers de bouche (boulangers, bouchers, cuisiniers), métiers de la santé (nutritionnistes, diététiciens), chefs de rayons, IAA, banquiers, acteurs du tourisme, CCI, Chambre des métiers	16
---	----

AUTRES

Enseignement supérieur (véto et conseillers agricoles)	3
Augmenter l'offre de formations continues Bio ainsi que la visibilité (VIVEA)	4

AXE 6 : Réglementation

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Inscrire la possibilité d'utiliser toutes les substances de base dans la réglementation Bio	6
revoir la réglementation semence, revoir la réglementation sur l'utilisation des semences fermières, revoir la loi COV (autoriser les semences maraîchères hors catalogue)	10
Organiser la coexistence bio/conventionnel	1
Code douanier intégrant les produits bio	4
Réviser code des marchés publics (au niveau communautaire)	7
Prise en compte des spécificités bio dans la directive nitrate	2
Réformer la réglementation épandage boue – compostage à la ferme – reconnaissance du lombric compost	4
Coexistence avec OGM	2

RÈGLEMENTATION BIO

Guide de lecture européen	9
Aller plus loin dans l'harmonisation des systèmes de contrôles européens et les sanctions (égale application de la réglementation européenne; uniformisation de lecture entre les différents OC)	12
Cadrer au niveau national le développement des filières textiles, cosmétique, produits ménagers bio	12
Renforcer le système de contrôle et certification (interdire la certification d'un même opérateur par 2 OC, guide de certification) renforcer le contrôle des importations	5
Améliorer la base de données semences-biologiques.org (mise à jour en temps réel) (NDLR : pas réglementaire (fait par semencier)	3
Couvrir ou améliorer au niveau national certains élevages (lapins, gibiers - cervidés, pigeons, cailles, sangliers	4
Simplifier les procédures de certification (baisse des coûts) pour développer le bio chez les artisans (boulangers en particulier)	1
Détendre le lien au sol vs renforcer le lien au sol	1 vs 2
Réglementation bio est un atout à préserver (cdc précis, système de certif et contrôle fort garant de la confiance du consommateur	3
Guide engrais et amendements, produits sanitaires, guide des intrants à mettre à jour en temps réel	3

AUTRES

Veiller à protéger plus largement le terme bio	3
Taxer davantage les produits phyto	1
Étudier la possibilité d'utilisation de digestats de produits alimentaires issus de la méthanisation	1
Inciter les lycées agricoles à se positionner comme fournisseurs d'anx de renouvellement pour les races difficile à trouver en bio	1
Intérêt pour le développement de la filière sucre bio de betteraves (NDLR : pas un problème réglementaire mais structuration de filière : pas d'outil de transfo à la bonne taille)	1